



ADMINISTRATION  
COMMUNALE DE  
**NIEDERANVEN**

Niederanven, le 24 juin 2020

## AVIS AU PUBLIC

Conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que par décision du Ministre ayant dans ses attributions le Travail du 25 mai 2020 (Autorisation N° **3/2019/0136/156**) l'**Administration Communale de Niederanven** a obtenu l'autorisation relative à une *série de modifications au sein du CIPA « Gréngewald »* situé à *Niederanven, 8, Routsched.*

Le dossier est déposé pour inspection à la mairie de Niederanven, 18, rue d'Ernster, L-6977 Oberanven à partir du 24 juin 2020 pendant 40 jours.

Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la Constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir du jour de la publication de la présente décision.

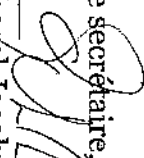
Pour le collègue échevinal,

le bourgmestre,

  
Raymond Weydert



le secrétaire,

  
Charel Jacoby



ADMINISTRATION  
COMMUNALE DE  
**NIEDERANVEN**

Niederanven, le 24 juin 2020

## AVIS AU PUBLIC

Conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que par décision du Ministre ayant dans ses attributions le Travail du 28 avril 2020 (Autorisation N° **3A/2020/1200/137**) **Monsieur et Madame VAN DE MAELE - GASPARRO** ont obtenu l'autorisation relative à l'*exploitation d'un monte-escaliers à Semningerberg, 11, rue du Château d'Eau.*

Le dossier est déposé pour inspection à la mairie de Niederanven, 18, rue d'Ernster, L-6977 Oberanven à partir du 24 juin 2020 pendant 40 jours.

Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la Constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir du jour de la publication de la présente décision.

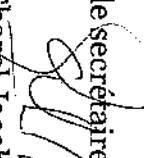
Pour le collègue échevinal,

le bourgmestre,

  
Raymond Weydert



le secrétaire,

  
Charel Jacoby